

*Impôt sur le revenu—Loi*

Montréal se sont dits satisfaits. Il en va de même dans d'autres régions du Canada, notamment dans les Maritimes. Pour des raisons évidentes, les Maritimes ont bien accueilli les réductions de la taxe de vente. Le premier ministre Moores de Terre-Neuve s'est plaint que cette mesure profiterait plus à l'Ontario et à l'Ouest du Canada qu'aux autres parties du pays. On peut réfuter cette allégation, du moins jusqu'à un certain point.

La province de l'Alberta n'en a pas retiré d'avantages directs parce qu'elle n'a pas de taxe de vente au détail. Je dois souligner que le budget prévoit de nombreux encouragements à l'industrie pétrolière de cette province. La Chambre de Commerce du Canada a indiqué que son directeur exécutif, M. Sam Hughes, exultait et était de toute évidence ravi. M. John Bulloch, chef de file des petites entreprises, a également semblé bien accueillir la mesure. De façon générale, les financiers se sont dits heureux de constater que le gouvernement fédéral avait évité de se lancer dans de grandes dépenses. Ils considéraient que, chose inusitée, le budget freinerait l'inflation.

Les grosses entreprises et les détaillants de la province de l'Ontario semblent accueillir le budget avec une satisfaction relative, et se sont réjouis des incitations données pour relancer les dépenses de consommation. Le trésorier de l'Ontario, M. Darcy McKeough, a déclaré que la réduction des taxes de vente aiderait à remonter le taux de croissance languissant de la province. D'après les derniers rapports, l'Ontario a l'un des taux de croissance les plus lents, pour ne pas dire le plus lent, alors qu'auparavant il avait le plus rapide. M. McKeough a indiqué que la production et l'emploi devraient reprendre de la vigueur grâce à la relance de la consommation. M. McKeough et d'autres sources, comme le Conseil des sciences du Canada, ont bien accueilli également les incitations offertes au chapitre de la recherche et du développement. A long terme, ces incitations devraient tonifier notre économie.

Les chefs de file financiers qui ont souvent critiqué les politiques économiques du Canada jusqu'ici ont également accueilli le budget sur un ton positif, comme c'est le cas par exemple de M. Douglas Peters, vice-président et économiste en chef de la banque Toronto-Dominion, et de M. William Mackness de la Pitfield Mackay Ross, entreprise de placements.

C'est en Ontario que se trouve basée principalement l'industrie automobile canadienne. Par exemple, à Oakville, un porte-parole de Ford Canada a déclaré qu'il pensait que les réductions fiscales de 3 p. 100 feraient atteindre un record à son chiffre d'affaires, d'autant qu'elles arrivent en avril, mai et juin qui sont déjà une période de pointe pour les ventes. Incidemment, l'Ontario est le principal consommateur et le principal producteur d'automobiles. C'est pourquoi cette mesure est très importante pour la province. M. David Lamb de l'American Motors a dit notamment: «la baisse de la taxe de vente fera de 1978 une des meilleures années que nous connaîtrons».

J'aimerais dire un mot sur ce qui s'est passé au Québec. Il y a eu une certaine déception à propos de l'attitude du gouvernement de Québec au moment du budget. Il semblait que le Québec désirait à un certain moment travailler en collaboration avec les autres provinces. Ses représentants ont assisté aux consultations préalables au budget, n'ont offert aucune autre solution aux options proposées et n'ont pas paru réagir. A la

dernière seconde, Québec a annoncé qu'il prendrait une décision dans les 48 heures, c'est-à-dire après que le budget était annoncé. Cette province a ensuite déclaré qu'elle ne comptait pas participer à ce programme. Toutes les autres provinces étaient d'accord sur ces réductions d'impôt. Certaines des provinces avancèrent d'autres idées, ce que Québec aurait pu également tenter de faire.

Le parti québécois a annoncé qu'il voulait une suppression totale de la taxe de vente sur certains articles qui sont produits principalement au Québec. Ce plan visait à favoriser cette province au détriment des autres. Comme nous en avons déjà eu l'expérience par le passé, ce gouvernement tendait un autre défi séparatiste, un véritable piège au gouvernement et à la population canadienne.

En ce qui concerne cette tromperie, le parti québécois n'a pas souligné aux habitants du Québec que ce plan qui visait à favoriser cette province avait pour elle le même inconvénient fondamental que le programme fiscal global avait pour le reste du Canada. Je parle du domaine de la concurrence en matière d'importations. Actuellement, les importations sont, en règle générale, d'un prix inférieur et de qualité acceptable. Le plan du Québec vise à instaurer des mesures protectionnistes contre des produits provenant d'autres régions du Canada mais non d'autres pays. Il ne peut même pas profiter à l'industrie manufacturière québécoise parce que les réductions fiscales s'appliquent aussi aux importations. Seule la mise en œuvre volontaire d'une politique d'achat au Québec ou au Canada permettrait d'y parvenir.

La conférence fédérale-provinciale de février a donné lieu à une importante initiative, à savoir l'idée d'inciter nos consommateurs à acheter des marchandises fabriquées au Canada, même lorsque aucune mesure protectionniste n'était imposée. Comme la plupart des autres pays, le Canada est partagé d'une part entre la nécessité de favoriser sa propre économie en exportant davantage et en important moins, et d'autre part celle d'éviter une guerre commerciale stérile à l'échelle internationale. Compte tenu de l'expérience passée, on sait qu'il pourrait en résulter une crise économique internationale, voire une troisième guerre mondiale. Cette situation s'aggrave encore en raison des difficultés auxquelles se heurtent actuellement les négociations du GATT à Genève, qui accusent un important retard sur le calendrier prévu et ne favorisent en rien le Canada. On a même dit que ce dernier s'en était tiré à bon compte à la dernière séance des négociations Kennedy à Tokyo.

Le pays souffre aussi de ne pas appartenir à un bloc commercial comme d'autres pays. Nous ne dominons certainement aucune région du monde, à moins que nous ne cédions enfin aux avances des États-Unis d'Amérique et établissons avec eux des liens commerciaux plus étroits, une politique continentaliste en quelque sorte, nous risquons d'être assimilés par ce géant du Sud, troquant notre culture contre la sécurité. Les Canadiens ne pourront acquérir cet avantage commercial qu'en pratiquant volontairement une certaine discrimination, c'est-à-dire en pratiquant un nationalisme économique au lieu de se livrer à une guerre commerciale. La conférence fédérale-provinciale a favorisé une telle attitude. Le gouvernement canadien a récemment annoncé un programme en ce sens.

Le reste du pays peut beaucoup apprendre de la réaction québécoise, dont M. Jeffrey Simpson a fait l'une des meilleu-